

## **FINANCEMENT SUR PROJETS AGRICOLES**

### **« Investissements en lien avec la gestion de l'enherbement »**

Programme de Développement rural de la Martinique (PDRM) 2014-2022

*Financé par le*

Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural (FEADER)

<b>Fonds européen</b>	Fonds Européen pour le Développement Rural (FEADER)
<b>Mesure</b>	4. Investissements physiques
<b>Sous mesure</b>	4.1 Investissements dans les exploitations agricoles
<b>Type d'opération</b>	4.1.1 Modernisation des exploitations agricoles
<b>Numéro de référence</b>	FEADER_411_2021_09
<b>Montant de l'enveloppe FEADER allouée</b>	700 000,00€
<b>Date de lancement</b>	31 mai 2021
<b>Date de clôture</b>	20 aout 2021

## SOMMAIRE

1. **Exposé des motifs**
2. **Contexte**
  - A. Les orientations stratégiques et réglementaires
3. **L'appel à projets : enjeux, objectifs et résultats attendus**
  - A. Les enjeux territoriaux
  - B. Les objectifs
  - C. Critères de sélection
4. **Quels projets ? Quels financements**
  - A. Durée du projet
  - B. Contenu attendu du projet
  - C. Critères d'éligibilité
  - D. Les coûts éligibles
  - E. Taux de soutien public
5. **La procédure administrative**
  - 5.1 – **La sélection des projets**
    - A. Calendrier indicatif de mise en œuvre
    - B. Modalités de dépôt des candidatures
    - C. Procédures de sélection des dossiers
  - 5.2 – **La vie du projet**
    - A. Mise en œuvre du projet
    - B. Suivi et évaluation du projet
    - C. Obligation du porteur de projet
6. **Contacts**

## 1- EXPOSE DES MOTIFS DE L'ACTION

*La Collectivité Territoriale de Martinique, Autorité de gestion du Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural (FEADER), a la responsabilité de la mise en œuvre de la politique de développement rural en Martinique en étroite concertation avec l'Etat. Le Programme de Développement Rural de Martinique (PDRM), approuvé le 17 novembre 2015, détaille les mesures financées par le FEADER pour la période 2014-2022.*

*Cette aide vise plus particulièrement à soutenir les pratiques liées au contrôle de l'enherbement dans les parcelles agricoles.*

## 2- CONTEXTE

### A. LES ORIENTATIONS STRATEGIQUES ET REGLEMENTAIRES

#### Eléments stratégiques

La mesure 4 du Programme de Développement Rural de la Martinique 2014-2020 concerne les investissements effectués en vue d'améliorer la performance globale et la durabilité des exploitations agricoles relevant de l'annexe I du traité (à l'exclusion des produits de la pêche), de fournir l'infrastructure nécessaire pour le développement de l'agriculture et de la sylviculture, mais aussi de soutenir les investissements productifs liés à la réalisation d'objectifs agroenvironnementaux et climatiques.

Plus globalement, la mesure 4 contribue à diminuer l'impact environnemental au travers d'investissements permettant des pratiques culturales respectueuses de l'environnement et moins consommatrices en eau, diminuant le matraquage des sols, ainsi que les investissements productifs et non productifs environnementaux.

#### Aspects règlementaires

- Règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement et du Conseil portant dispositions communes aux FESI ;
- Règlement délégué (UE) n°807/2014 de la Commission.

La mesure 4 relève de l'article 17 du Règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil.

## B. ELEMENTS DE DIAGNOSTIC DU TERRITOIRE

### 1. La filière banane

Première production agricole martiniquaise par la taille de la SAU (25,75%) et par les volumes de production (193 206 tonnes en 2014), la banane représente 16 % de la valeur totale des exportations, 4 465 emplois directs et 395 planteurs.

La filière est structurée autour d'une seule organisation de producteurs, Banamart, et bénéficie d'une Union des Groupements (UGPBAN) ayant pour objectif la commercialisation des bananes et la baisse des coûts de fret et des intrants.

La progression de la qualité des productions témoigne des capacités techniques développées par les acteurs de la filière. Ce secteur a développé plusieurs techniques afin d'atténuer son impact sur l'environnement : diminution du recours aux insecticides de plus de 80% et réduction de l'utilisation de produits phytopharmaceutiques de 50% entre 2006 et 2012 (*Bilan du plan banane durable 1 - 2012*). La viabilité de cette production est toutefois fortement dépendante de la place donnée sur le marché européen et de la place des grands pays producteurs sur le marché mondial. Afin de se démarquer, la filière s'est engagée à la mise en place d'une IGP banane (Indication Géographique Protégée).

Par ailleurs, la production est confrontée à des défis sanitaires importants (apparition de la cercosporiose noire) et sociaux (la filière a perdu 1 000 emplois ces dernières années).

### 2. La filière canne

La **canne à sucre** est la deuxième production agricole de la Martinique, par la taille de la SAU (16%) et par les volumes de production de produits finis pour 166 881 tonnes de canne à sucre produites en 2014 (Source Agreste). Elle s'intègre dans une filière canne – sucre – rhum bien organisée. On recense 185 planteurs en 2014 et on évalue à 3 900 le nombre d'emplois directs ou indirects de la filière. La récolte est destinée pour 1/3 à la production de sucre et environ 2/3 aux distilleries pour la production de rhum. Près de 73% du rhum est exporté ; les ventes ont progressé de manière régulière depuis la mise en place de l'AOC.

Toutefois, les surfaces sont en baisse depuis 10 ans, du fait des conditions climatiques mais aussi de la stagnation des pratiques agronomiques et notamment le non renouvellement des plantations. Par ailleurs, la production est menacée par les restrictions d'utilisation des produits phytosanitaires, sans avoir mis en place de vraies solutions palliatives.

### 3. La filière diversification

Les productions de diversification végétale occupent 11 % de la SAU.

La filière poursuit sa phase de structuration. La vente directe et la vente sur les marchés de proximité est en évolution. Les organisations de producteurs rencontrent des difficultés pour organiser et planifier leur production, les calamités agricoles et les événements climatiques de plus en plus fréquents sur le territoire, grèvent en grande partie le développement normal des cultures.

Concernant l'arboriculture, ce sont surtout la goyave et la prune de Cythère de transformation qui connaissent une augmentation des surfaces et de la production au cours des dernières années. L'ananas de transformation tend à être remplacé par l'ananas de consommation.

Des actions sont mises en œuvre avec la Chambre d'Agriculture pour le conseil sur les techniques de production, et le pôle recherche de l'Université des Antilles pour la valorisation des fruits et légumes tropicaux sur le bien-être.

### 3- ENJEUX, OBJECTIFS ET RESULTATS ATTENDUS

#### A. LES ENJEUX TERRITORIAUX

Cette aide vise à maintenir le potentiel de production des filières agricoles, enjeu fondamental à travers lequel il faudra déterminer un nouveau modèle agro-économique pour 2021, ainsi qu'à renforcer le potentiel de production et lui permettre d'avoir les outils nécessaires à l'augmentation de sa production.

Un autre enjeu majeur est de favoriser un modèle de développement performant permettant la gestion durable des ressources. En effet, les aléas climatiques et les pratiques culturales ont un impact très fort sur les sols, la qualité des eaux, la biodiversité et l'air. Pour cela, la stratégie est de poursuivre l'application de toutes les mesures prises pour la lutte contre l'érosion et la pollution. Il s'agit également de développer des actions complémentaires visant à une utilisation efficace des ressources à l'introduction de modes de productions alternatifs, ainsi qu'à la promotion des énergies renouvelables.

L'ensemble permet la recherche d'un modèle agricole durable demandant une gestion de l'environnement à la fois respectueuse et innovante.

L'une des problématiques centrales est le contrôle de l'enherbement, car il concerne une pratique importante et coûteuse : les adventices entrent en compétition avec les productions de rente pour les nutriments et peuvent servir d'hôtes aux ravageurs et autres agents pathogènes.

#### B. LES OBJECTIFS DE L'ACTION

Le dispositif ici retenu vise à soutenir les investissements en lien avec la gestion de l'enherbement en permettant la prise en compte des impacts de l'activité de production agricole sur le milieu naturel. L'objectif est l'amélioration de la gestion des adventices dans une logique de développement durable.

Il s'agit de permettre la transition progressive de l'utilisation de désherbants chimiques vers une gestion mécanique de l'enherbement, pour un meilleur confort de travail des opérateurs aux champs. Cette réduction des produits phytopharmaceutiques aura pour conséquence l'amélioration de l'environnement, la préservation des ressources naturelles et la redynamisation de l'activité du sol avec un développement de la faune utile.

### C. CRITERES DE SELECTION

Principes de critères de sélection	Critères de sélection	Points
Projets en lien avec la création – reprise d’exploitations agricoles	Investissement prévu dans le plan d’entreprise d’un jeune agriculteur sélectionné dans le cadre de la mesure 6.1 (DJA)	70
	Création d’entreprise agricole hors mesure 6.1 (sans bénéfice de la DJA)	70
Impact du projet sur l’environnement et lien avec les objectifs transversaux européens (Protection de l’environnement et adaptation aux changements climatiques)	Agroécologie	40
	Avoir souscrit à une MAE ou s’engager à souscrire une MAE dans l’année suivant la date d’attribution de l’aide	
	Etre certifié BIO ou inscrit dans une démarche de certification BIO	
	Faire partie d’un réseau (fermes défis, écophyto,...)	
	Etre membre d’un GIEE	
	Investissement visant à l’utilisation efficace des ressources (économies d’énergie – utilisation efficace de l’eau – valorisation des déchets – réduction de l’usage des produits phytosanitaires)	50
	Reconversion chlordécone	70
Valeur ajoutée du projet y compris la participation à la création et/ou sauvegarde d’emplois directs, amélioration des conditions de travail et l’introduction de techniques ou pratiques innovantes	Valeur ajoutée et emploi (au moins un critère rempli)	30
	Projet innovant (Techniques – Produits – Process) ou visant à une amélioration du rendement	
	Création ou maintien d’emploi	
	Amélioration des conditions et de la sécurité au travail	
	Régime de Qualité ou démarche qualité	
	Diversification des activités agricoles (nouvel atelier, produit)	30
Aspect collectif du projet	Membre d’une structure collective	10
	Investissement à usage collectif	50
	Investissement à visée pédagogique	50
	Groupement d’employeurs	50
Qualité du porteur de projet	Primo demandeur	20
<b>La note minimum à atteindre pour être sélectionné est de 70 points</b>		

## 4- QUELS PROJETS ? QUELS FINANCEMENTS ?

### A. DUREE DU PROJET

Les projets financés dans le cadre de cette action devront être achevés au plus tard au 31 décembre 2022 (dépenses acquittées)

### B. CONTENU ATTENDU DU PROJET

Un dossier technique devra être joint à la demande et comportera à minima les éléments suivants :

- **La description du projet opérationnel ;**
- **Le calendrier de réalisation** sur la durée totale du projet ;
- **Le plan de financement** pour l'ensemble du projet sur la durée totale de celui-ci ;
- **La contribution du projet aux priorités de l'Union Européenne** le cas échéant :
  - Promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes et de la non-discrimination ;
  - Protection de l'environnement et lutte contre le changement climatique.

### C. CRITERES D'ELIGIBILITE

Le dispositif présenté vise à soutenir les professionnels des filières agricoles, dans leur effort de modernisation des exploitations, principalement les investissements en lien avec la gestion de l'enherbement, dans un souci de développement durable et de généralisation de nouvelles pratiques culturales.

Le dispositif soutient les projets individuels répondant aux objectifs suivants :

- Prendre en compte les impacts de l'activité de production agricole sur le milieu naturel (amélioration de la gestion des adventices),

### D. LES COUTS ELIGIBLES

Postes de dépenses éligibles

Investissements matériels :

- Tracteur « type vigneron ». Ce matériel devra être en lien direct avec la gestion de l'enherbement **dans la limite de 40 000 € en coût total.**
- Débroussailleuses, à raison d'une débroussailleuse pour des surfaces plantées allant de 0 à 5 hectares de cultures, et un plafond de superficie ne dépassant pas les 100 hectares. **Dans la limite de 700 euros en coût total par matériel.**

A titre d'exemple :

Surface plantée	Nombre maximum de débrouailleuses éligibles
1 à 5 Ha	1
5 à 10	2
10 à 15	3
15 à 20	4
20 à 25	5
25 à 30	6
... par tranches de 5Ha	
<b>Maximum : 95 à 100ha</b>	<b>20</b>

**Accompagnement au montage du dossier** : Un seuil maximum de 500 € est appliqué aux frais liés au montage de dossier.

**Montant :**

Montant FEADER alloué à l'action : 700 000 €

**Procédure de sélection et de plafonnement des demandes**

En cas de demandes supérieures à 700 000 €, seront privilégiés :

- Les primo-demandeurs
- Les petites exploitations de moins de 20 hectares.

**E. TAUX DE SOUTIEN PUBLIC**

Les investissements et travaux sont financés sur les bases suivantes :

**L'intensité d'aide est de 65%** du montant des investissements admissibles. Il pourra être modulé en fonction des critères suivants :

**Intensité augmentée de 10 points soit 75 % :**

Exploitation s'inscrivant dans une démarche de préservation et amélioration de l'environnement (souscription à une MAE ou certification AB),

- Exploitation adhérente d'une OP ou d'une association de producteurs
- Exploitation membre d'un GIEE
- Les établissements d'enseignement et leurs centres constitutifs

**Ce taux d'aide peut être porté à 85% pour :**

- Les jeunes agriculteurs,
- Les investissements collectifs, y compris ceux liés à une fusion d'organisations de producteurs,
- Les opérations financées dans le cadre du PEI.

Ce dispositif est cumulable avec un financement national complémentaire de défiscalisation dans la limite d'un taux maximum cumulé d'aide publique de 65%, 75% et 85% dans les cas susmentionnés.

La TVA est non éligible.

Les bénéficiaires peuvent demander le versement d'une avance à concurrence de 50% de l'aide publique liée à l'investissement aux organismes payeurs compétents.



### 5.1 – La sélection des projets

#### A – Calendrier indicatif de mise en œuvre de l'action

Ouvert à partir du **31 mai 2021** Il est publié sur le site « europe-martinique.com ». Il sera clos de droit le **20 aout 2021 à 12 heures**, heure limite de dépôt des dossiers.

#### B - Modalités de dépôt des dossiers

Un dossier type de candidature (= formulaire de demande d'aide) est disponible :

- En ligne sur le site [www.collectivitedemartinique.mq](http://www.collectivitedemartinique.mq) ou [www.europe-martinique.com](http://www.europe-martinique.com)
- Par mail sur demande à l'adresse suivante : [appui@collectivitedemartinique.mq](mailto:appui@collectivitedemartinique.mq)
- A la Direction des Fonds Européens de la CTM :

Collectivité territoriale de Martinique  
Direction des Fonds Européens  
Immeuble Pyramide  
165 – 167, Route des Religieuses  
97 200 Fort- de – France

Le demandeur doit déposer le dossier complet (formulaire dûment complété et signé) auprès de la Collectivité Territoriale de Martinique **en format papier et numérique** (sur support dédié ou à l'adresse mail suivante : [aap.europe@collectivitedemartinique.mq](mailto:aap.europe@collectivitedemartinique.mq)) avant la date de clôture de l'appel à projets à l'adresse suivante :

Collectivité territoriale de Martinique  
Direction des Fonds Européens  
Immeuble Pyramide  
165 – 167, Route des Religieuses  
97 200 Fort- de – France

Les enveloppes porteront la mention :

« FEADER \_411\_2021\_09 »

Les dossiers présentés hors délais ne seront pas pris en compte par la Collectivité Territoriale de Martinique au titre du présent lancement.

#### C - Procédure de sélection des dossiers

Un accusé de réception vous sera envoyé par la Collectivité Territoriale de Martinique.

Votre dossier sera ensuite transmis à la Direction de l'Alimentation de l'Agriculture et de la forêt (DAAF), service instructeur.

En conformité avec les règles du FEADER, l'autorité de gestion met en place une procédure de sélection, afin de retenir les dossiers qui répondent le mieux aux attentes des projets lancés, et dans les limites des disponibilités de l'enveloppe dédiée.

Les différentes étapes de la vie du dossier se décomposent de la manière suivante :

- Dépôt au guichet unique de la Direction des Fonds Européens
- Pré Instruction par la DAAF, présélection des dossiers et classement des demandes.
- Présentation en Instance Technique Partenariale.
- Programmation par l'instance délibérante de la CTM.
- Conventionnement entre la CTM et le porteur de projets.

## 5.2 – La vie du projet

### A - Mise en œuvre du projet

*Une convention signée avec la Collectivité Territoriale de Martinique précisera les modalités de mise en œuvre, notamment sur les points suivants :*

#### ❖ Conditions de versement de l'aide

La subvention est caractérisée par un remboursement des coûts admissibles éligibles réellement engagés et payés.

Pour obtenir le versement de l'aide, le bénéficiaire transmet au service instructeur un dossier de demande de paiement avec service fait, qui comprend les documents suivants :

- Le formulaire de demande de paiement de l'aide qui lui a été remis en même temps que la notification de la décision attributive de l'aide ;
- Tous les justificatifs permettant d'attester la réalité des dépenses et des recettes ;
- Un compte-rendu technique présentant un bilan qualitatif et quantitatif de l'action ;

Le versement d'acompte régulier pourra être mis en place, selon des conditions qui seront définies conventionnellement avec le bénéficiaire sur présentation des justificatifs des dépenses correspondantes et prévues dans la convention.

Les bénéficiaires peuvent demander le versement d'une avance. Son octroi est subordonné à la constitution d'une garantie bancaire ou garantie équivalente correspondant à 100 % du montant de l'avance.

#### ❖ Les contrôles

Le service instructeur est chargé de procéder au contrôle administratif de toute demande de soutien ou demande de paiement.

Les contrôles administratifs des demandes de soutien assurent la conformité de l'opération avec les obligations établies par la législation de l'Union ou la législation nationale ou par le programme de développement rural. Ils portent sur :

- L'éligibilité du bénéficiaire ;
- Les critères d'éligibilité, les engagements et les autres obligations de l'opération pour laquelle un soutien est sollicité ;
- Le respect des critères de sélection ;
- L'éligibilité des coûts de l'opération ;

- Le caractère raisonnable des coûts présentés ;
- Le non cumul des aides perçues.

Les contrôles administratifs concernant les demandes de paiement comprennent une vérification portant sur :

- L'opération achevée en la comparant à l'opération pour laquelle la demande de soutien a été présentée et accordée ;
- Les coûts engagés et les paiements effectués.

Lors des demandes de paiement, le bénéficiaire peut également être soumis à une visite sur place. Les points de contrôle portent sur tous les renseignements fournis et sur les engagements souscrits. Le contrôleur est notamment chargé de vérifier les informations comptables relatives aux dépenses et aux recettes indiquées dans le formulaire de demande de paiement, et de vérifier que les engagements mentionnés dans la décision attributive de l'aide ont été respectés. En cas d'anomalie constatée, le service instructeur en informe le bénéficiaire et le met en demeure de présenter ses observations.

#### ❖ Les sanctions

En cas de non-conformité constatée lors des contrôles, l'autorité de gestion peut décider le retrait ou le refus partiel ou total de l'aide ainsi que l'application des sanctions administratives. Le bénéficiaire peut également se voir infliger les sanctions pénales conformément à la législation, nationale.

## B – Suivi et évaluation du projet

La programmation 2014-2022 impose des **objectifs de performance** aux porteurs de projets et aux gestionnaires des programmes européens. Ainsi des indicateurs de suivi et de performance sont imposés aux bénéficiaires, tels que « Emplois directs créés et/ou maintenus (en ETP) ».

En fonction de la nature du projet, des indicateurs relatifs aux priorités transversales de l'UE pourront également être choisis. Celles-ci sont les suivantes :

- Promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes et de la non-discrimination
- Protection de l'environnement et lutte contre le changement climatique.

Les bénéficiaires pourront éventuellement en proposer d'autres. Ils seront inscrits au sein de la demande d'aide et seront validés avec le service instructeur. Les indicateurs retenus ainsi que les cibles à atteindre seront inscrits au sein de la convention d'attribution de l'aide. En cas d'écarts constatés à la fin du projet entre les données cibles et réalisées, un argumentaire devra être fourni par le bénéficiaire et joint à la dernière demande de paiement. Ceci sera une condition sine qua none au versement du solde de l'opération.

## C - Obligations du porteur de projet

#### ❖ La modification du projet

Le projet ne peut être modifié sans avoir, préalablement à la réalisation de cette modification, informé le service instructeur. Dans le cas contraire, peut être pris un refus de paiement pour non-conformité de la réalisation au projet initial. Les modifications apportées au projet peuvent donner lieu à une

modification de la décision attributive si elles sont acceptées par la Collectivité Territoriale de Martinique.

#### ❖ **Obligations de publicité**

Doivent être apposés sur l'ensemble des documents de communication et des éléments de signalétique du projet :

- Le logo de la Collectivité Territoriale de Martinique, en tant qu'autorité de gestion du FEADER,
- Les informations sur le FEADER, conformément à la réglementation européenne (annexe 12 du règlement (UE) 1303/2013).

Les détails concernant ces obligations sont précisés au sein du dossier de demande d'aide.

## 6- CONTACTS

### Dépôt des dossiers :

Collectivité Territoriale de Martinique

Collectivité territoriale de Martinique  
Direction des Fonds européens  
Immeuble Pyramide  
165 – 167, Route des Religieuses  
97 200 Fort-de-France

Et par mail : [aap.europe@collectivitedemartinique.mq](mailto:aap.europe@collectivitedemartinique.mq)

### Pour tout renseignement sur la mesure :

Collectivité Territoriale de Martinique – Direction des Fonds européens

David Thésée – Appui aux porteurs de projet

Nadine Marie-Olive - Appui aux porteurs de projet

[appui.europe@collectivitedemartinique.mq](mailto:appui.europe@collectivitedemartinique.mq)